

***Jeune Afrique* - Algérie-France, ce qu'Abdelmadjid Tebboune a dit à Benjamin Stora**

Au lendemain du 5 juillet, jour du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, l'historien français a longuement échangé avec le président algérien. Il revient sur cette conversation pour Jeune Afrique.

Par : Renaud de Rochebrune

Le rapport sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie commandé par l'Élysée à l'historien Benjamin Stora et remis à Emmanuel Macron en janvier 2021 avait été reçu très fraîchement, c'est le moins que l'on puisse dire, en Algérie. Où un ministre l'avait qualifié de « non objectif » et où d'aucuns l'avait accusé de « mettre sur le même plan victimes et bourreaux ». Et si, depuis, le climat s'est quelque peu apaisé, le rapport sur les mêmes questions que devait rédiger le directeur des archives nationales algériennes Abdelmajid Chikhi est toujours inexistant. Sans doute ne verra-t-il jamais le jour.

Quand on a appris que le 4 juin, le président Tebboune a reçu Benjamin Stora, porteur d'un message du président Macron, et longuement discuté avec lui, on a été surpris. Que se sont-ils dit ? À peine de retour à Paris, l'historien a bien voulu en parler à Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Pourquoi avoir entrepris ce voyage ? À l'invitation des Algériens à l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance ? À la demande du président Macron ?

Benjamin Stora : Tout s'est passé simplement. Le recteur de la Grande Mosquée de Paris Chamseddine Hafiz m'a invité à l'accompagner en Algérie à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance. J'ai évoqué cette invitation avec le conseiller de l'Élysée avec lequel je travaille sur les questions de mémoire. On m'a alors dit qu'on allait profiter de l'occasion pour me faire porter un message du président français à son homologue algérien. J'ai alors prévenu les autorités algériennes et on m'a invité à rencontrer le président.

Ce fut une surprise ?

Surpris ? Certes, la réception de mon rapport par les Algériens a été, disons, compliquée. Il y a eu des réactions d'opposition venant de toute une série d'associations, notamment d'anciens combattants. Mais il faut noter que le président lui-même ne s'est pas prononcé contre ce que j'ai écrit. Il ne s'est jamais formellement opposé à ce rapport, n'a jamais dit qu'il le rejetait. Il y avait donc une sorte de porte ouverte de sa part. Et il n'est pas si étonnant, sachant que j'étais porteur d'un message du président Macron, qu'il ait décidé de me recevoir. Avec le recteur de la Grande Mosquée de Paris.

Le message de l'Élysée, outre des félicitations pour l'anniversaire de l'indépendance, évoquait le souhait de voir continuer à s'améliorer les relations franco-algériennes, notamment autour de ce qui concerne la mémoire. Est-ce précisément de cela qu'il a été question ?

L'entretien a duré au moins une heure, peut-être une heure et demi. Avec un président détendu, alors même qu'on était à la veille d'un grand défilé et qu'arrivaient des chefs d'État. On a donc pu parler longuement des relations entre la France et l'Algérie, essentiellement autour de la question de la mémoire bien sûr. S'agit-il d'un frein ou au contraire d'un outil pour permettre d'améliorer ces relations ? Le président Tebboune m'a surtout dit l'importance majeure qu'il accordait à cet égard à toute la période de la colonisation et pas seulement à la fin, avec la guerre d'Algérie.

On parle beaucoup de la guerre, dit-il, mais on connaît mal – en France en particulier – l'histoire coloniale, celle de la conquête, de cette première guerre d'Algérie qui va de 1830 à 1871. Il y a tout un travail à faire, un travail de diffusion du savoir, pour qu'on dise ce qui s'est passé, sans quoi on ne peut pas comprendre ce qui a eu lieu après, jusqu'à la guerre. Et pourquoi celle-ci a été si terrible. Il a insisté sur la nécessité de mettre le plus possible à la disposition des chercheurs des documents, des archives sur cette période de la conquête coloniale. Il est prêt à le faire côté algérien, même pour ce qui concerne la période ottomane avant la conquête.

N'y a-t-il pas déjà beaucoup de travaux à ce sujet ?

J'ai évoqué avec le président les travaux des historiens français, notamment Charles-André Julien, Charles-Robert Ageron ou Gilbert Meynier. Mais, répond-il, cette connaissance, en tout cas, n'a pas été transmise au niveau de la société. Les gens ne connaissent pas les histoires de dépossession des terres, de massacres pendant la conquête. J'ai pu constater à cet égard à quel point le président est un bon connaisseur de l'histoire. Il m'a étonné : il peut citer beaucoup de noms de tribus dépossédées de leurs terres au XIXe siècle, des lieux, des dates, des personnages – notamment des chefs militaires français du temps de la conquête.

A-t-il évoqué directement votre rapport dans cette discussion ?

Oui, il m'a dit que c'était à ses yeux le début d'un chantier. Quelque chose d'important pour commencer un travail mémoriel, qui reste à approfondir.

Et le rapport qui était attendu du côté algérien ?

Il n'en a rien dit. Abdelmajid Chikhi n'était pas présent. Manifestement, l'essentiel pour lui, c'est, je l'ai dit, la connaissance de l'histoire, celle de toute la période de la colonisation. Celle de la mise en place d'une colonie de peuplement, un cas unique dans l'histoire de la colonisation, qu'on doit avoir à l'esprit pour comprendre notamment les problèmes d'identité que cela a entraînés.

A-t-il parlé de la question délicate de la repentance ou des excuses de la France que des responsables algériens évoquent régulièrement ?

Je crois que ce n'est pas son souci. Ce qu'il veut, une fois encore, c'est qu'il y ait une réelle connaissance de l'histoire. Sans se focaliser trop sur l'histoire de la guerre et elle seule. En Algérie comme en France.

Est-il revenu sur ce qu'avait dit, d'après la presse, le président français sur le régime « politico-militaire » et l'instrumentalisation d'une « rente mémorielle » en Algérie, formules qui avaient refroidi les relations entre les deux pays il y a un an ?

Non, il n'a pas du tout évoqué cela. Il estime qu'il a de bons rapports avec le président Macron. Il y a des désaccords. Mais, dit-il, il faut continuer à discuter, à avancer, notamment sur les questions concernant la colonisation.

A-t-il suivi les récentes élections en France ? A-t-il noté la remarque nostalgique de l'Algérie française du député du Rassemblement national José Gonzalez prononçant en tant que doyen le discours d'ouverture de la nouvelle Assemblée nationale ?

Il ne cache pas qu'il est préoccupé par la montée de l'extrême droite. D'autant qu'il y a une diaspora algérienne importante en France. Il reste attentif à ce que disent ceux qui refusent encore la décolonisation. Il remarque à quel point il y a un lobby Algérie française toujours actif et entreprenant sur le sol français.
